

Son rappel au règlement (Quatrième douzième provisoire) [17 mars 1955] (p. 1603); Chap. 10-00 : *Sa demande de le réserver (Titularisation des contractuels; Indemnité différentielle de traitement)* (p. 1608, 1610, 1611); Chap. 1020 : *Sa demande de réserver le chapitre (Intégration des contremaitres et agents techniques dans le corps des contrôleurs; Agents logés)* (p. 1612, 1613); Chap. 10-30 : *Sa demande de réserver le chapitre (Prime pour le personnel technique)* (p. 1615); *la retire* (p. 1616); *Amendement indicatif de M. Gravoille (Primes et indemnités de technicité)* (p. 1616); Chap. 1040 : *Orchestres de la radio, situation de Bordeaux* (p. 1616); Chap. 10-70 : *Sa demande de disjonction (Emissions vers l'étranger)* (p. 1622); Chap. 30-30 : *Subventions à l'agence France-Presse* (p. 1624); Art. 11 : *Sa demande de disjonction (Ajustements de recettes et de dépenses)* (p. 1634); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 10-40 : *Statut du personnel artistique, orchestres radiophoniques* [12 mai 1955] (p. 2732); Art. 8 : *Son amendement tendant à sa suppression (Exonération des postes récepteurs de l'Etat)* (p. 2733); Art. 10 : *Son amendement (Contrôle des dépenses engagées)* (p. 2734); *Son amendement (Transfert de crédits)* (p. 2734); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Taxe proportionnelle des ostréiculteurs)* [19 mars 1955] (p. 1749); *Son amendement (Fixation du droit de licence des débits de boissons proportionnellement à leur chiffre d'affaires)* (p. 1757); *Son amendement (Taxes de péage perçues par les Chambres de commerce sur la vente du poisson)* (p. 1760); *Son amendement (Taxes sur les bateaux de plaisance)* (p. 1760); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 quinquies : *Gemmeurs de la forêt de Gascogne* [25 mars 1955] (p. 1966, 1967). — Dépose une demande d'interpellation sur le conflit entre la C. C. T. F. et les traminois de Bordeaux [6 juillet 1955] (p. 3656). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique : *Sa motion préjudicielle (Bilans d'exploitation ligne par ligne des compagnies maritimes subventionnées, revendications des marins et officiers du commerce); Opération du paquebot « Gascogne »* [26 juillet 1955] (p. 4421 et suiv.). — Pose à M. le Ministre de la Marine marchande une question relative aux

importations d'huîtres [29 juillet 1955] (p. 4494). — Dépose une demande d'interpellation sur la saisie du journal « Les nouvelles de Bordeaux et du sud-ouest » [6 octobre 1955] (p. 4801). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au refus de nomination d'un candidat cantonnier [28 octobre 1955] (p. 5347).

DUQUESNE (M. Jules), Député du Nord [2^e Circonscription] (M. R. P.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). = Est nommé secrétaire de la Commission de comptabilité [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 8 août 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Moisan (n° 191) prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers, n° 549. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 19 octobre 1919 et à constater la nullité des procédures engagées en vertu de l'acte dit loi du 12 juillet 1941 portant déclassement de l'enceinte fortifiée de Lille, n° 2042. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre la prime de transport aux agglomérations dites de grosse industrie, n° 2090. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'interdiction de l'emploi, entre 20 heures et 7 heures, des mineurs de 18 ans et des femmes enceintes, n° 2126. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la

situation des cadres, n° 2127. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 973) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et le Conseil de l'Europe sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel dudit Conseil, n° 2277. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1134) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, n° 2279. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1275) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la Belgique, la France et l'Italie tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, n° 2280. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1278) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Danemark sur la sécurité sociale intervenue le 30 juin 1951, n° 2281. — Le 7 février 1952, une proposition de loi créant un contingent de croix de la Légion d'honneur pour récompenser certains anciens combattants de la guerre 1914-1918 qui ont été incorporés dans l'armée belge en vertu de l'arrangement franco-belge du 13 mars 1915, n° 2563. — Le 20 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1538) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à rendre possible, à titre provisoire, l'extension des accords de salaires, n° 3760. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1410) autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948, n° 5493. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1341) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale n° 89 concernant le travail de nuit des femmes, n° 5494. — Le 6 février 1953, une proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir en aide aux populations du Nord et du Pas-de-Calais victimes de la tempête des 31 janvier, 1^{er}, 2 et 3 février 1953, et pour effectuer les travaux destinés à réparer les dégâts causés et à renforcer les installations de protection côtière, n° 5514. — Le 6 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1131) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 97 concernant les travailleurs migrants, n° 5521. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4052) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale, n° 5622. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4303) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et la République fédérale d'Allemagne du 10 juillet 1950 sur la sécurité sociale, signé le 3 avril 1952, n° 5677. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4304) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel employé par ladite organisation, n° 5678. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salaires perçus pendant l'année de leur départ et celle de leur retour par les jeunes gens accomplissant leur service militaire obligatoire, n° 5752. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 251) de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à assurer une formation professionnelle à tous les enfants, n° 6641. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 6234) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France, la Sarre et l'Italie tendant à étendre et coordonner l'application aux ressortissants des trois pays de la législation française sur la sécurité sociale et des législations italienne et sarroise

sur les assurances sociales et les prestations familiales, n° 7220. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 6233) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord complémentaire n° 2 à la Convention générale du 12 novembre 1949 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signé le 19 février 1953, n° 7221. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4721) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 13 juin 1952, n° 7222. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 3767) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 28 décembre 1950, n° 7223. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier les lois n° 48-101 du 17 janvier 1948 et n° 52-799 du 10 juillet 1952 et à rétablir les travailleurs dans les droits correspondant aux cotisations qu'ils ont versées au titre d'un régime de retraites, n° 7940. — Le 24 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 7618) autorisant le Président de la République à ratifier l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du travail, adopté par la 36^e session de la Conférence internationale du travail, n° 8131. — Le 30 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter le décret n° 53-701 du 9 août 1953, instituant une cotisation supplémentaire de 1 0/0 sur les salaires au profit de la construction de logements, n° 8188. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux titulaires d'une pension ou rente du régime général des assurances sociales l'attribution des prestations en nature sans limitation de durée, n° 10930. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à autoriser les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré à vendre à leurs locataires les logements occupés par eux, n° 11101. — Le 25 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale

sur le projet de loi (n° 10397) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord concernant les conditions de travail des bateliers rhénans, n° 11692. — Le 25 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 9908) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention générale relative à la sécurité sociale signée à Paris le 30 septembre 1954 entre la France et la Norvège, n° 11693. — Le 25 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 9546) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale, n° 11694.

Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Action de la C. F. T. C. dans le Nord et brimades infligées par la C. G. T.* [5 septembre 1951] (p. 6913, 6914). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Diminution du pouvoir d'achat des salariés, stabilisation des salaires et des prix, l'encyclique du Pape Pie XI du 31 décembre 1930)* [19 février 1952] (p. 815, 816); — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art 36 : *Son amendement tendant à exonérer les jeunes gens effectuant leur service militaire* [4 avril 1952] (p. 1913). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise du textile du jute [25 juin 1952] (p. 3196); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'insuffisance de la lutte contre le chômage* [1^{er} juillet 1952] (p. 3365, 3366). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques une question relative à la situation économique [20 mars 1953] (p. 2090 et suiv.) — Prend part à la discussion : des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Insuffisance de la politique du logement, sauvegarde des intérêts des victimes)* [2 décembre 1953] (p. 5831, 5832); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Son ordre du jour (Insuffisance de la hausse du S. M. I. G. et octroi de la prime horaire aux salariés agricoles)* [12 février 1954] (p. 261); — d'une proposition de loi relative à

la suppression des zones d'abattements en matière de prestations familiales : *Discussion générale (Situation des ouvriers agricoles, révision des abattements de zone, établissement des salaires dans le cadre des conventions collectives)* [6 avril 1954] (p. 1784, 1785). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sur l'octroi de délais aux chômeurs pour le payement de leurs impôts [14 mai 1954] (p. 2436). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Illogisme et iniquité; concurrence des zones de bas salaires* [24 mars 1955] (p. 1924, 1925); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Gestion financière de la sécurité sociale et des allocations familiales)* [19 juillet 1955] (p. 3918).

DURBET (M. Marius), Député de la Nièvre (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Vice-Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [24 juillet 1953] (F. n° 283); de la Commission des affaires économiques [12 novembre 1953] (F. n° 303), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné : par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492); comme membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278).

Dépôts :

Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

compléter le décret n° 46-4880 du 11 décembre 1946 portant règlement d'administration publique en application de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 1397. — Le 28 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 26 décembre 1940 chargeant le service ordinaire des ponts et chaussées d'assurer dans chaque département, sous l'autorité respective du préfet et des maires, la gestion des chemins départementaux et vicinaux, n° 4523. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de mutation ou d'enregistrement les terrains acquis par une collectivité en vue de la redistribution gratuite à des constructeurs particuliers, n° 5399. — Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Linet et plusieurs de ses collègues (n° 4871) tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 52-951 du 7 août 1952 instituant la présentation d'une vignette gommée pour le remboursement des spécialités pharmaceutiques, des produits sous cachet, des sérums, vaccins et produits assimilés; 2° de M. Notebart et plusieurs de ses collègues (n° 5118) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour protéger les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893 modifiée), les bénéficiaires de l'article L-115 du Code des pensions militaires d'invalidité et ceux relevant de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, n° 5420. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée Nationale à l'allocation de 25.000 francs « pour frais de secrétariat » récemment allouée, n° 6723. — Le 3 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7062. — Le 12 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans la liste des maladies professionnelles indemnisables, au titre de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, la maladie de Kienboïk, n° 8654. — Le 3 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement